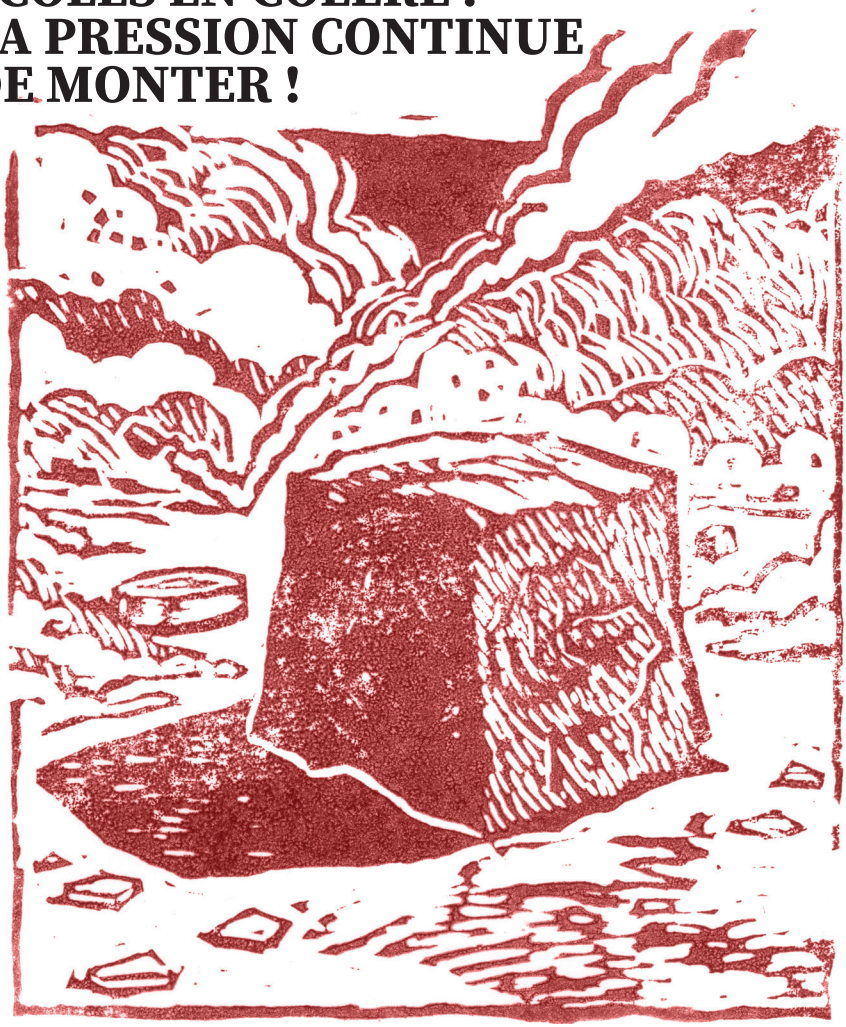
Oct 2026 - 2€ (Soutien : 3€) - contact@lct-cwb.be / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » **(K.Marx)**

EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs
section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

ECOLES EN COLÈRE : LA PRESSION CONTINUE DE MONTER !









ECOLES EN COLÈRE : LA PRESSION CONTINUE DE MONTER !

p 4 **Édito**

p 10 **La réforme de l'enseignement en FWB, contexte et historique de la lutte**

p 14 **Espagne : La lutte pour une éducation publique et de qualité**

▶ par J. Martínez (Corriente Roja)

p 18 **Entretien avec un étudiant**

p 19 **Entretien avec une enseignante**

OUVRAGES DE THÉORIE DISPONIBLES

p 22 *Les états ouvriers du Glacis* de Jan Talpe

▶ Par la LIT-QI

p 23 *Anarchisme et communisme* de Evgueni Preobrajenski

▶ Par la LCT et les Editions du Basson



ÉDITO

L'année scolaire 2025-2026 s'est achevée dans la mobilisation, après plusieurs mois de tensions qui auront vu le monde de l'enseignement – profs, élèves, étudiants, mais aussi les parents, manifester et enchaîner les blocages contre les réformes de la FW-B. Jusqu'à parvenir à faire sauter les évaluations externes dans nombres d'établissements - malgré la pression du gouvernement et de la ministre Glatigny pour les maintenir. Le pouvoir s'est enfermé dans la répression et continue de foncer tête baissée, faisant surgir du néant des espaces de soi-disant concertation mettant hors-jeu les acteurs du terrain tout en annonçant très clairement un refus de revenir sur les réformes. Mais du coup, quelle concertation a-t-on envie de demander ?

▶ Le 29 octobre 2026

Les différents groupes qui structuraient la lutte avaient promis de reprendre le combat, interrompu par les vacances scolaires, dès la rentrée scolaire. Pourtant la rentrée s'est faite dans le calme, et peut-être le gouvernement MR-Engagés espérait-il que les enseignants auraient oublié ce qui s'était dit en juin…

Il aura pourtant fallu peu de temps pour que le climat s'enflamme à nouveau. Car le contexte économique et politique tout entier devient sujet à l'explosion sociale !

Si l'été est synonyme de vacances, il est aussi symbole de chaleur, et l'été 2026 a été… chaud ! Entre la canicule qui remet la lutte pour le climat sur le devant de la



scène[1] (grande manifestation de la Coalition Climat le 11 octobre à Bruxelles), les incendies qui auront souligné l'impréparation des pouvoirs publics, et le sous-financement des services de secours[2] (manifestation européenne des pompiers le 3 novembre), la guerre impérialiste au Proche Orient qui fait flamber les coûts de l'énergie – Proche Orient où le génocide des Palestiniens connaît d'ailleurs de nouveaux développements tragiques -, tout dans l'actualité prête à une mobilisation et une politisation continue de pans entiers de la jeunesse qui ont découvert le goût de la lutte avant les vacances.

Mais l'élément déclencheur le plus important aura été sans conteste la révolte spontanée des lycéens français pour leurs conditions d'enseignement, contre la sélection et le système Parcoursup, le délabrement des infrastructures, la surpopulation dans les classes[3]. Blocages et occupations démarrées outre-mer dès le mois d'août et qui se sont répandues comme une traînée de poudre en métropole dès le mois de septembre. L'écho puissant de ces mobilisations, organisées via les réseaux sociaux sur un modèle inspiré du mouvement des gilets jaunes, mais aussi de la GenZ a très rapidement redonné du souffle à la mobilisation en Belgique francophone, dont la jeunesse s'est identifiée fortement à ce qui se passait en France. La férocité de la répression voulue par le gouvernement français, réduisant les occupations à du vandalisme et les lycéens à des casseurs rappelait cruellement le sort réservé aux manifestants bruxellois du mois de juin. Et la créativité, la solidarité montrée par la jeunesse française, dans sa dénonciation d'une situation de définancement, vécue comme une même injustice des deux côtés de la frontière, a certainement inspiré la jeunesse belge.



Le slogan « Bismillah, c'est les ténèbres » apparu dans les manifs françaises pour se moquer des stratégies d'infiltration de la police, visible dans une manif à Bruxelles.

Ici aussi le manque de moyens, les bâtiments vétustes, le manque d'enseignants font partie des revendications portées par les étudiants. S'y ajoutent les mesures spécifiques : la hausse du minerval, la hausse du temps de travail pour les enseignants du secondaire supérieur - dont les élèves comprennent très bien ce que cela recouvre, et les implications que cela aura sur la qualité de leur enseignement. Le manque de perspective d'avenir, le manque de financement - en regard par exemple des budgets alloués à la défense et à l'armement, sont aussi particulièrement pointés du doigt. La cerise

1 https://www.rtbf.be/article/des-dizaines-de-milliers-de-manifestants-au-depart-de-la-marche-pour-le-climat-a-bruxelles-11798455
2 https://www.bruxellestoday.be/actualite/pompiers-manifestation-incendie-europe-risques.html
3 Lire à ce sujet l'article de nos camarades français : https://enlutte.com/2026/10/13/la-jeunesse-a-la-vant-garde-en-france/

sur le gâteau : la hausse des coûts des transports en commun wallon (TEC) annoncée le 1er octobre, jusqu'à 30x plus cher pour les étudiants, vécue comme une attaque frontale contre leur autonomie.

La situation de l'enseignement, et des services publics plus généralement, n'est pas propre à la France et à la Belgique. La preuve en est que les écoles en Italie[4], puis en Allemagne[5] ont connu un embrasement également, à la suite du mouvement lycéen français.

Nous souhaitons mettre aussi en avant la situation dans l'État espagnol, où un préavis de grève générale est déposé pour le 11 novembre, mais où l'enseignement est mobilisé depuis des mois, de façon encore plus massive et organisée qu'en Belgique : une grève de l'éducation dans la capitale dure depuis le 14 octobre, dans un conflit qui touche tout le pays - depuis le mois de février, mars ou mai en fonction des régions de

4 https://pollar.news/fr/evenement/la-greve-scolaire-setend-en-italie
5 https://www.revolutionpermanente.fr/Des-premiers-lycees-bloques-en-Allemagne-la-radicalite-se-propage-Outre-Rhin

LIT-QI
Ligue Internationale des Travailleurs
QUATRIÈME INTERNATIONALE

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 20 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

l'État espagnol. Lire à ce sujet en page 14 le compte rendu des camarades de Corriente Roja que nous avons traduit car il est riche d'enseignements pour la situation en Belgique.

Cette nouvelle séquence de grèves et de blocages, démarrée d'abord et principalement à Liège, où la mobilisation était la plus forte en fin d'année également, s'est rapidement étendue à Bruxelles, Charleroi entre autres. Cette fois à l'initiative des élèves et des étudiants. La spontanéité, le dynamisme mais aussi la colère sont les principaux traits de ce nouveau mouvement, qui reprend les revendications des grèves de 25-26. Et comme en France, où le mouvement lycéen a rejoint une renaissance d'une mobilisation populaire type « gilets jaunes » contre la vie chère – démarrée le 17 octobre, en Belgique le mouvement étudiant est aussi entré en résonance avec le mouvement social plus large : ainsi avec la manif syndicale du 9 octobre à Bruxelles.

Cette grande manif intersyndicale et interprofessionnelle contre les attaques au portefeuille voulues par le pouvoir fédéral, qui souhaite boucler son budget en tapant avant tout les travailleurs et les publics les plus précarisés – hausse de la TVA, sauts d'index, flexibilisation du travail, attaques sur les pensions… s'inscrit dans le mouvement de contestation contre ce gouvernement de droite. Mouvement orchestré par les différentes centrales syndicales, qui ponctuent les négociations secteur par secteur de grandes manifs-processions - mais de loin en loin. Nombreux sont les secteurs mobilisés, pourtant on peut se demander si les syndicats souhaitent réellement faire monter la pression.

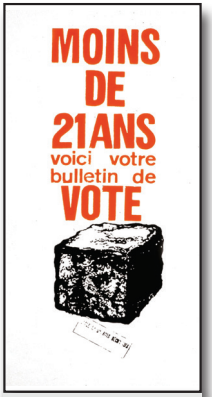
Au niveau de la grève des enseignants, que n'aurait-il été possible de faire pour généraliser la lutte et le blocage, avec une vraie volonté de faire reculer les réformes ? Combien d'assemblées du personnel dans les écoles, les universités, les centrales syndicales ont-elles été organisées, au plus fort de la lutte ? Si on veut faire reculer le gouvernement et organiser un refinancement du secteur de l'éducation, il faut étendre et structurer le mouvement, pas le laisser pourrir, école après école, pas sanctionner les déléguées les plus combatives – comme a pu en faire les frais Célia !

Plus grave encore : alors que les étudiants et les élèves étaient présents en nombre à la manifestation du 9 octobre – et que l'on savait que la police bruxelloise allait attaquer le cortège – comme en juin, mais aussi en octobre 2025, que les étudiants avaient déjà fait face à forte violence et répression policière à Liège, rien n'a été fait pour structurer la manif et protéger les manifestants.

La police a eu beau jeu de scinder le cortège et pourchasser la jeunesse la plus déterminée à coups de matraque, de gaz et d'autopompes[6] alors que des dizaines de milliers de militants syndicaux occupaient le pavé ! C'est comme si les syn-

6 Une centaine d'arrestations ! https://www.rtbf.be/article/manifestation-du-9-octobre-des-adolescents-jetes-au-sol-frappes-et-insultes-par-la-police-lors-d-une-arrestation-11799845

dicats avaient délibérément fui la scène, accomplissant au pas de charge en moins d'une heure un parcours raccourci dans la capitale. On a vu des scènes lunaires, autour de la gare centrale, de policiers en tenue antiémeute pourchassant de très jeunes manifestants, passant juste devant des groupes de militants syndicaux, en tenue rouge ou verte, attroupés autour des terrasses de café et regardant la scène d'un œil débonnaire !



Un slogan de 1968...

Car il faut en parler. La colère de la jeunesse est légitime, et rejoint bien sûr les franges les plus radicales de la contestation. Oui il y a de la casse. Mais cette casse est le signe positif d'un mouvement qui veut participer, être pris en compte, ne pas se laisser brutaliser - et pas juste une masse anonyme sujette aux ajustements, qui doit regarder en silence la destruction et la maltraitance infligée, partout.

Mais il faut le redire : la casse n'est pas la violence. Cet amalgame sert à vouloir nous faire taire. Comme ils veulent, au Royaume-Uni, en France utiliser les lois antiterroristes pour empêcher les protestations[7] ! Tabasser les mineurs, gazer au visage, pourchasser les manifestants avec des chiens, c'est cela, la violence concrète du pouvoir, qui s'exerce aujourd'hui sans retenue.

Et c'est même sans parler de la violence institutionnelle, celle-là même contre laquelle nous sommes aujourd'hui mobilisés. L'austérité n'est pas qu'un mot dans les journaux. Pour beaucoup de jeunes, et de moins jeunes, elle est juste là, derrière leur dos pour gratter le peu de confort qui subsisterait. Pour certaines couches aisées, cela se traduira par peut-être moins de voyages. Pour les plus pauvres ? La rue, les bull-shits jobs, plus d'études possibles, plus possible de prendre le bus sans frauder, se chauffer oui mais pas trop, faire le plein, des courses ? Compliqué. Pour les personnes racisées ? Contrôles au faciès, tracasseries administratives, violences policières sont à ajouter au paysage.

Cette casse, cette énergie, le mouvement social, syndical doit se l'approprier, à la fois pour protéger la jeunesse des forces de l'ordre, et pour protéger leur propre mobilisation, leur propre combat. Car si la police et le pouvoir parviennent à traiter la casse comme un problème distinct, ils n'ont plus à s'occuper des revendications du mouvement, car ils ont un soi-disant problème de sécurité publique. En laissant matraquer les éléments les plus radicaux de nos manifestations, nous perdons notre force organisationnelle, nous nous décrédibilisons auprès de nos militants, mais aussi du pouvoir, et nous perdons notre force de frappe.

Le pouvoir bourgeois est en guerre contre nous, il le montre suffisamment

7 https://contre-attaque.net/2026/10/27/loi-casseur-payeur-les-macronistes-veulent-imposer-trois-mesures-copiees-sur-les-fascistes/

clairement : par sa police, ses réformes qui protègent les plus riches et les profits des groupes industriels, les discours suffisants et méprisants des dirigeants politiques.

Les manœuvres pour diviser le mouvement social sont nombreuses, et cette tactique d'attiser la violence dans les manifestations est connue : flics-casseurs, provocations des rassemblements, techniques violentes, parfois même illégales



(nasses, tabassages, insultes etc.). Tout sera mis en œuvre pour provoquer, puis diviser les mobilisations, diaboliser dans les médias, faire peur pour dissuader les indécis à participer. A notre camp de rassurer, montrer de la solidarité, protéger.

Car avant toute, cette violence affichée par le pouvoir montre une chose : il a peur, il est fragile. Aussi bien l'Arizona que le gouvernement de la FWB. Une jeunesse mobilisée se conscientise plus vite. Des travailleurs déterminés et organisés peuvent tout bloquer, tout obtenir. Les succès des mobilisations de par le monde traversent les frontières instantanément grâce aux réseaux sociaux, et sans le filtre des médias bourgeois. Les violences infligées aux travailleurs, en n'importe quel point du globe sont aussi ressenties directement dans notre chair, car la classe ouvrière est internationale. France, Maroc, Palestine, Kashmir, Serbie, Albanie, États-Unis, Brésil... Il est temps de construire une organisation capable de transformer ces combats, pour la justice, la dignité, et une distribution des richesses équitable.

Prochaines mobilisations prévues : le 3 novembre, les pompiers manifestent à Bruxelles, le 17, journée des étudiants, il y a déjà un préavis de grève du syndicat des métallos appelant à soutenir le mouvement étudiant[8], le 23, les syndicats appellent la société civile à manifester « pour un autre projet de société »[9]. En décembre, le 10 le « non-marchand » défilera à son tour dans la capitale.

L'automne promet d'être chaud lui aussi !

► Répondons à la violence sociale qu'on nous inflige !

► Pour la convergence des luttes !

► Pour le retrait des réformes de l'enseignement !

► Vive la lutte des étudiants et des enseignants !

8 https://www.bruxellestoday.be/actualite/metallos-fgtb-preavis-greve-manifestation-jeunesse.html
9 https://fgtb.be/presse/manifestation-23-novembre

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT EN FWB, CONTEXTE ET HISTORIQUE DE LA LUTTE

Depuis des décennies l'enseignement en Belgique fait face à des batteries de réformes successives qui toutes prétendent vouloir « faire mieux avec moins » : augmentation de la charge administrative, réforme des titres et fonctions, réformes des rythmes scolaires, augmentation du nombre d'années d'études, du nombre d'élèves par classe, pacte d'excellence depuis 2015, définancement de la dotation des bâtiments, etc.



▶ Le 30 juin 2026

Le tout dans un contexte de pénurie – mais rien qui puisse contrecarrer la perte d'attractivité du métier. En réaction à ces attaques, qui aggravent à chaque fois une situation déjà tendue, les enseignants et le personnel des écoles avaient régulièrement riposté par des mobilisations, des journées de grèves souvent éparses, ponctuelles et infructueuses.

Si les réformes peuvent aussi être porteuses de bonnes intentions, leur accumulation entraîne un manque de continuité dans le suivi pédagogique, une surcharge administrative, une fatigue des équipes dans leur mise en œuvre. De plus, le statut des enseignants qui garantissait leur indépendance a été fortement mis à l'épreuve, mettant ceux-ci bien plus à la merci des directions et des PO.

En 2025 et 2026, le nouveau gouvernement de droite MR/Engagés, dans une volonté – généralisée à de nombreux secteurs – de réduire les dépenses publiques et de saquer dans les services publics, a lancé une nouvelle batterie de réformes via un décret-programme, voté début juin.

Présentées par des euphémismes qui ne trompent plus personne, et sûrement pas les premiers concernés : « moderniser », « harmoniser les statuts », ces dernières réformes viennent surtout avec une volonté affichée de récupérer 500 millions € d'ici 2029.



Le collectif Mars Attack mobilisé à bruxelles

Cependant cette nouvelle attaque, menée avec un profond mépris pour ceux qui font l'enseignement au quotidien, votée par la majorité de droite au parlement de la FWB, a été rejetée par tous les partis d'opposition, dont font partie les principaux partis de la gauche réformiste. Car le projet de décret suscitait déjà depuis plusieurs mois une levée de bouclier du terrain bien plus importante que lors des séquences précédentes.[1]

Le vote final du décret-programme s'est fait sous haute tension et a même été entaché d'irrégularités au regard des règles du parlement – un non-respect des délais qui laissait sous-entendre une volonté de passage en force – jetant par là-même un discrédit sur l'institution, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et son président, Benoît Dispa, incapable de faire respecter ses propres normes démocratiques quant à la votation des lois. Le vote fut finalement entériné comme un seul homme par les élus de la majorité, en vrais robots de la particratie à la belge…

Nombres des mesures faisant partie du package ont déjà fait beaucoup parler

1 Voir la création du collectif #Mars Attack qui a promu un calendrier d'actions depuis le mois de mars, surpassant en vigueur et spontanéité le groupe #école en Lutte, copié sur le modèle de la #santé en Lutte

d'elles et sont très impopulaires dans le corps enseignant, jusqu'aux étudiants et même, chose plus rare, aux parents d'élèves qui se sont mobilisés spontanément en soutien aux écoles en grève !

Entre autres :

► Report des budgets destinés aux bâtiments scolaires (réfection, entretien, etc)[2]

► augmentation des heures de travail sans compensation (secondaire supérieur)

► réforme du régime maladie

► réduction des budgets de la gratuité scolaire, des repas offerts

► augmentation du minerval dans les universités et hautes écoles à 1200€

► fin des mesures d'accompagnement pour les élèves du spécialisé

Car le mouvement déclenché en 2026 a été remarquable sous plusieurs aspects :

► la durée du mouvement de grève, du mois de mars au mois de juin, interrompu par les vacances scolaires uniquement. Avec une résilience remarquable face au chantage aux examens de fin d'année. Une direction à la base du mouvement via les groupes ***#Mars attack*** et #école en lutte plutôt que les syndicats traditionnels. La durée de cette grève est à la hauteur des attaques et rappellera aux plus de 40 ans le mouvement de 1996 contre l'austérité menée par Laurette Onkelinx (PS)[3] ***;***

► l'ampleur du mouvement, avec une contamination vers les hautes écoles, les universités, secondaire et primaire ***;***

► l'implication des élèves et étudiants, pour qui le mouvement a souvent représenté une première occasion de participer au combat social ***;***

► la création spontanée de collectifs de parents en soutien à la grève ***#Parents attack ;***

► le jusqu'au boutisme du gouvernement MR/Engagés, bloqué dans une logique autoritaire et de répression, qui a culminé avec la répression violente des manifestations bruxelloises ***;***

► l'incapacité du gouvernement à faire plier le mouvement

► l'absence d'une stratégie syndicale offensive pour unifier la grève, qui était plus ou moins suivie selon les régions et les établissements. Pour faire reculer le gouvernement sur la réforme, il aurait été nécessaire de généraliser la grève pour assurer une victoire rapide, plutôt que de couvrir simplement les écoles les plus combatives ***;***

► l'exclusion fin 2025, avant le mouvement, d'une déléguée combative impliquée dans le collectif ***#Ecole en lutte***, au

2 https://www.lesoir.be/751163/article/2026-06-05/enseignement-mais-quy-t-il-donc-dans-ce-fameux-decret-programme

3 Le Plan Onkelinx réduisait l'emploi de 2800 postes, augmentant la taille des classes et impactant les conditions de travail.

nom justement de cette appartenance, dans une interprétation abusive d'un règlement du syndicat sur la « double appartenance », et au mépris des droits de la défense de la militante concernée, Célia.[4]

Différents amendements ont déjà été apportés par le gouvernement pour atténuer l'impact des réformes, mais ceci sonne avant tout comme un aveu : alors qu'ils prétendaient qu'aucun emploi ne serait perdu, des contre-mesures ont été introduites pour retarder l'impact des réformes sur… l'emploi. Un aveu de faiblesse également qui montre que la pression de la rue fonctionne. Malgré son apparente inflexibilité, le gouvernement MR/Engagés est dans une fuite en avant et peut casser à tout moment.

Derrière la façade d'une rigueur budgétaire qui ne leur laisserait pas le choix, il y a bel et bien des choix politiques. De l'argent il y en a. Pour l'armée. Pour les aides aux entreprises. Dans les poches de secteurs ultra-rentables mais grassement subventionnés – pétrole, aviation, flexi-jobs, réduction d'impôts… autant de cadeaux qui sont à minima des manques à gagner pour le budget de l'État.

4 https://drive.google.com/file/d/1eXySCm9_smlnghQuy4CA7GhHwwSUchRJ/view



ESPAGNE : LA LUTTE POUR UNE ÉDUCATION PUBLIQUE ET DE QUALITÉ

La Catalogne, la Communauté valencienne, les éducatrices de maternelle de tout le pays, et probablement Madrid en septembre : le mouvement des enseignants enchaîne depuis des mois des mobilisations historiques qui s'inscrivent dans la lignée des grandes grèves menées dans les Asturies l'année dernière.

► J. Martínez (Corriente Roja)
juin 2026

Les récents rejets des accords conclus par les directions syndicales et les gouvernements régionaux, qui comportaient pourtant quelques avancées importantes en matière salariale, démontrent que le fond du conflit ne résidait pas dans l'obtention de quelques miettes. Ce sont des luttes qui s'attaquent à la crise structurelle que traverse l'enseignement public en Espagne, et loin d'être des épisodes isolés, elles constituent aujourd'hui l'avant-garde de la défense des services publics.

La crise structurelle de l'enseignement public

Le niveau de mobilisation des enseignants ne surgit pas de nulle part : il répond à une détérioration cumulée et quantifiable. Selon les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, l'État espagnol n'a consacré en 2023 que 4,6 % de son PIB à l'éducation ; en 2024, ce chiffre est retombé à 4,48 %, bien loin des 7 % que les experts considèrent comme le seuil minimum pour sortir de ce qu'on appelle la « pauvreté éducative ».

L'origine de la crise réside dans les coupes budgétaires mises en œuvre à partir de 2010 et qui n'ont jamais été annulées. Une étude de la Confédération intersyndicale STEs-I conclut qu'entre 2010 et 2024, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse cumulée de 36,4 %, tandis que le salaire des enseignants n'a augmenté que de 14,5 % : soit une perte de pouvoir d'achat de 21,9 %.

Les réformes éducatives successives ont accru les ratios élèves-enseignant, compromettant ainsi l'accompagnement individualisé. Les innovations pédagogiques prometteuses (travail par projets, évaluation par compétences) se sont traduites dans la pratique par une surcharge bureaucratique insoutenable, sans que les ressources matérielles et humaines nécessaires aient été mises à disposition pour les mettre en œuvre de manière fiable.

Le résultat de ce désinvestissement chronique est la privatisation déguisée du système. Le manque de places suffisantes dans le public a généré un énorme créneau de marché pour les entreprises privées, en particulier dans la



formation professionnelle, tandis que l'État finance généreusement l'enseignement sous contrat et privé. En 2024, les subventions aux établissements privés ont atteint 8 342 millions, soit 11,7 % des dépenses totales. Entre 2011 et 2021, les dépenses consacrées aux subventions ont augmenté de 28,5 %. L'argent public afflue vers l'Église et les grandes entreprises tandis que l'école publique est démantelée.

Principaux enseignements tirés des luttes en cours

Si les mobilisations ont déjà permis d'arracher certaines avancées aux gouvernements, c'est grâce à leur ampleur, qui tient d'une part au fait qu'elles ont dépassé le cadre d'un conflit syndical pour devenir un conflit social. La région de Valence en est le meilleur exemple, ayant réussi à mobiliser la majorité du corps enseignant ainsi qu'à obtenir le soutien et une large mobilisation des familles et des élèves. Pour y parvenir, il a été essentiel que les revendications (plus de ressources, des effectifs par classe réduits, moins de bureaucratie, des salaires plus élevés) défendent les droits de l'ensemble de la communauté éducative et pas seulement ceux des enseignants.

D'autre part, en Catalogne, le conflit a connu trois périodes de grèves au cours de cette année scolaire. Sa principale réussite organisationnelle réside dans la mise en place de centaines d'assemblées d'établissements qui, articulées autour de structures régionales et territoriales, ont doté le mouvement d'une capacité de mobilisation soutenue que les syndicats majoritaires sont incapables de garantir à eux seuls. Cette architecture assembléaire a constitué le rempart qui a permis de résister à la répression institutionnelle, à la trahison de l'UGT et des CCOO – qui ont signé en mars un accord dans le dos du personnel – ainsi qu'au rôle de l'USTEC et de l'ASPEC en tant que bureaucratie syndicale de gauche, qui ont récemment signé un accord préliminaire en passant outre les assemblées afin de démobiliser.

Les syndicats (tous) sont des organisations nécessaires aux luttes immédiates de la classe ouvrière car ils lui fournissent une structure stable, mais ils sont conservateurs par essence : ce sont des appareils, composés d'un certain nombre de professionnels déconnectés, ne serait-ce que partiellement, des conditions de vie matérielles des travailleurs et travailleuses qu'ils sont censés représenter. Lorsqu'on tente de déclencher un mouvement puissant venant de la base, qui dépasse le cadre des syndicats et s'auto-organise, la tendance conservatrice des syndicats agit comme un frein.

Pour garantir la continuité de la lutte visant à faire reculer l'ensemble des attaques dont l'éducation a fait l'objet au cours des 20 dernières années, tant l'auto-organisation que la mobilisation de l'ensemble de la société doivent progresser. Il est indispensable d'unir les luttes de la communauté éducative à celles du reste des travailleuses et travailleurs du secteur public, autour d'un programme commun de sauvetage des services publics, car la destruction est généralisée. De même, l'entrée en scène du mouvement étudiant est essentielle.

D'autre part, il est nécessaire de consolider la structure des assemblées en Catalogne et de l'étendre au reste de l'État espagnol. L'auto-organisation des travailleurs et travailleuses est la seule garantie pour pouvoir résister face aux attaques des gouvernements et aux trahisons de la bureaucratie syndicale.

Enfin, les mobilisations actuelles des enseignants sont les plus importantes depuis la transition, époque à laquelle une grande partie des droits a été conquise, mais qui, depuis des décennies, sont progressivement réduits par un processus qui n'a fait aucune distinction entre les formations politiques. Au cours des vingt dernières années, les gouvernements du PSOE, du PP, de Sumar, de l'ERC, de Junts et de Podemos ont tous contribué à cette détérioration, soit en appliquant directement des coupes budgétaires, soit en renonçant à les annuler. Si les vagues de protestation de la dernière décennie ont réussi à freiner certaines de ces attaques, ce n'est qu'avec les grèves massives actuelles que la possibilité de les inverser a commencé à s'ouvrir. La leçon est claire : on ne peut compter sur aucun gouvernement du système actuel

pour garantir les services publics, mais uniquement sur la classe ouvrière organisée et mobilisée.

Au-delà de la lutte, s'organiser politiquement

Nous qui faisons partie de Corriente Roja, en plus d'être enseignantes ou membres du personnel éducatif, sommes convaincues que pour parvenir à une éducation publique véritablement universelle, gratuite et de qualité, nous devons nous organiser politiquement.

Nous comprenons que la cause de la destruction de l'éducation publique, quel que soit le gouvernement au pouvoir, est enracinée dans le système capitaliste, et que toute la gauche réformiste, malgré ses discours et sa bonne volonté, gouverne en fin de compte en reproduisant cette logique et en défendant les intérêts des propriétaires et des maîtres du monde.

Il apparaît donc clairement qu'aucune force politique représentée au Parlement ne défend la nécessité d'exproprier les établissements privés et sous contrat et de les intégrer au réseau public, ainsi que les entreprises qui tirent profit de l'activité pédagogique et enseignante, afin de les placer sous le contrôle des travailleurs et travailleuses. Face aux crises économiques ou aux guerres, ces gouvernements choisiront toujours de réduire les services publics et les dépenses sociales plutôt que de confisquer les bénéfices colossaux de l'IBEX[1] pour les garantir. Ainsi, ce n'est qu'à partir d'une planification démocratique de l'économie qu'il sera possible de garantir, à long terme, une éducation publique, gratuite et universelle. C'est pourquoi nous nous efforçons d'être un levier dans la construction de l'unité et de la solidarité au sein de l'ensemble du mouvement ouvrier, tout en défendant une ligne stratégique anticapitaliste et révolutionnaire. Car ce n'est qu'avec la grande majorité des travailleuses et travailleurs en lutte, unis et coordonnés, défendant un programme socialiste, que nous aurons les conditions nécessaires pour lutter en faveur de la transformation sociale dont nous avons tant besoin. Et nous sommes convaincus que de nombreux enseignants et enseignantes, avec lesquels nous partageons aujourd'hui cette assemblée, se joindront à nous dans cette tâche.

1 Le principal indice de la Bourse espagnole



ENTRETIENS

Nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec une enseignante de l'enseignement spécialisé (primaire) et un étudiant du supérieur à Namur. Nous vous en livrons quelques éléments ici, afin d'illustrer ce qui se passe sur le terrain et comment les mesures et les mobilisations sont vécues. Nous les remercions pour le temps qu'iels nous ont consacré.

▸ Etudiant en BAC3 à Namur

Sur les mobilisations :

« *J'ai participé à 2 manifestations en octobre à Bruxelles, à l'appel de la FEF, pour protester contre la hausse du minerval. Bonne ambiance, combative, principalement autour de la question du minerval, qui est une des mesures qui choque le plus les étudiants. Environ 2000 personnes. Je n'ai pas pu participer en mai/juin car j'étais fort pris par le blocus et les examens – je suis en dernière année de BAC, et nous avons été surchargés de travail. Il y a eu des mobilisations à Namur, mais c'était la veille d'un examen.*

Je me rappelle en particulier d'une manifestation qui est passée devant l'école alors qu'on attendait pour un examen. Des étudiants se plaignaient du bruit. Moi je soutenais le mouvement, mais les profs qui faisaient passer l'examen n'en ont pas tenu compte, comme s'il ne se passait rien, et sans respect pour la quantité de stress supplémentaire apportée par la situation. Peut-être auraient-ils pu s'arranger pour reporter, retarder ou déplacer l'épreuve ?

Je suis la FEF sur les réseaux, ce qui m'apporte déjà pas mal d'actualités. On en discute entre copains et copines, mais certains professeurs également nous parlent de la situation, des réformes. Certains vont perdre des budgets pour leurs projets de recherches, leurs chantiers de fouilles, ils sont directement impactés et donc oui, on en parle avec eux. Certains nous encouragent à participer à des mobilisations, de manière informelle via par exemple le groupe « **Université en Colère** » *présent aussi à Namur, qui organise des conférences et dif-*



fuse des informations dans une newsletter. Il est arrivé également que la rectrice envoie des courriels pour nous informer.

Je me sens concerné par la situation politique et sociale en général, ça me touche beaucoup. J'aimerais en faire plus, mais pour le moment, c'est principalement des repost sur les réseaux sociaux.

Sur les mesures annoncées :

« Toutes les mesures me semblent néfastes, mais principalement l'augmentation du minerval dans les études supérieures. Jusqu'à un facteur 10 pour certaines filières !

La règle des bourses : le calcul semble parfois absurde. 3 statuts : classique, défavorisé, et bas, pour lequel le minerval est payé. Mais l'appartenance à l'un ou l'autre statut n'est pas toujours juste, quand on prend en compte les revenus des cohabitants, qui ne financent pas nécessairement les études des jeunes… Certains étudiants sont dans des situations parfois compliquées, avec par exemple des parents séparés, qui gagnent beaucoup d'argent mais laissent à peine de quoi survivre aux enfants.

▶ Maitresse spéciale, nommée à la FWB dans l'Enseignement spécialisé primaire

Sur les mesures annoncées : Je suis personnellement fort protégée par mes directions.

« Ce que je vois dans mes écoles, qui va toucher nos élèves, c'est la fin de la gratuité pour les enfants. En tout cas la mise en difficulté du système. Les chiffres sont à vérifier, mais on va passer d'un budget matériel par enfant de 75€ à 25€ par an.

Il y avait aussi la gratuité des repas pour les enfants, financée via un appel à projet renouvelable pour 3 ans. Cela va tomber. Certaines écoles vont faire le choix de financer cela sur fonds propre, mais cela coûtera 3€ à chaque enfant pour manger à l'école. Cette mesure de repas gratuit était pourtant très importante pour notre public, souvent défavorisé, pour qui la qualité voire la fréquence des repas, en dehors de l'école, n'est pas toujours une priorité…

Une autre mesure concerne la qualité du suivi pour nos enfants du spécialisé, quand ils arrivent en âge d'intégrer le secondaire. Nos élèves sont

poussés à passer le CEB, et beaucoup vont devoir intégrer le secondaire ordinaire, mais avec moins d'accompagnement qu'avant. Et donc devoir suivre le tronc commun, pendant 3 ans, dans des classes nombreuses, dans des conditions qui leur seront très compliquées.

Quelque chose que l'on remarque dans les écoles, c'est la pénurie d'enseignants. C'est plus difficile, quand il y a des malades, pour avoir des remplaçants. Parfois on trouve quelqu'un, mais dès qu'ils trouvent un autre boulot, avec de meilleures conditions, ils partent. Avant, les enseignants acceptaient beaucoup de choses, car ils savaient au final qu'ils allaient trouver une stabilité plus ou moins rapidement – via les nominations. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Au quotidien ? Nous aimerions pouvoir engager plus d'éducateurs, pour pouvoir souffler, discuter. Ce n'est pas normal que nous devions prendre les surveillances en charge. C'est presque ironique : aujourd'hui nous devons consacrer quelques périodes pour du « travail collaboratif ». Mais toute collaboration spontanée est quasiment impossible, tant notre emploi du temps est chargé et ne nous permet plus de prendre le temps, ensemble, de discuter de ce que nous faisons. Mais avant toute chose, il faut régler le problème de pénurie d'enseignants. Et nous manquons de budget structurel pour nos projets.

Dans certaines écoles, l'encadrement n'est pas suffisant. Pour des élèves de types 3 (caractériels), il faut de plus petites classes. Les instit's spécialisés ne sont pas assez outillés, pas assez nombreux, pas assez formés.

La réforme la plus néfaste ? Il y a beaucoup de choses… Mais on peut déjà citer le Plan de pilotage, démarré il y a presque 10 ans, qui nous prend énormément de temps. Du temps que l'on ne consacre pas à la qualité de notre travail – enseigner. Il y a une part de positif dedans, car il aide à mettre le doigts sur des dysfonctionnements, mais il y a une lourdeur d'exécution, cela amène une surcharge de travail. C'est une organisation qui est très opaque, nous recevons les informations au compte-goutte, une étape après l'autre, sans connaître la finalité. Il y a quelque chose de pervers, de mettre autant d'effort à trouver ce qui ne va pas, encore et encore, comme si par essence ce que nous faisions était mal pensé, comme si nous n'étions pas professionnels, ou maître de nos actes. La façon bureaucratique dont ce plan est mené, où nous avançons à tâtons sans vraiment savoir la finalité est néfaste.

Au niveau organisation des matières et des cours, on peut aussi parler des nouveaux référentiels qui sont vraiment compliqués à utiliser. C'est un gros changement par rapport à avant. Cela devient très compliqué de connaître/gérer ton contenu. Du coup, on nous pousse vers des solutions développées par des privés, parfois payantes, pour automatiser les tâches de référencement, voire encore d'utiliser l'IA. Cela augmente bien sûr notre

productivité, mais finalement c'est surtout pour pouvoir nous en demander plus ! Et évidemment le résultat, c'est qu'on ne connaît plus notre programme. Avant quand je créais mes cours, je connaissais par cœur les codes des matières qui me concernent. Avec cette façon de faire, ce ne sera plus possible. Tout ça finalement pour produire le journal de classe, qui devient par là-même de plus en plus impersonnel. C'est surtout une mesure de contrôle bureaucratique, car c'est vraiment un point crucial dans le contrôle sur les enseignants. Il faut ces références au programme. Mais qui au final lit ces journaux ? Personne, en fait. Donc l'enseignant perd petit à petit le contrôle sur ce qui devrait être la matière qu'il enseigne – qui se transforme en codes automatisés créés par des outils informatiques, pour générer un journal de classe que plus personne ne va lire...

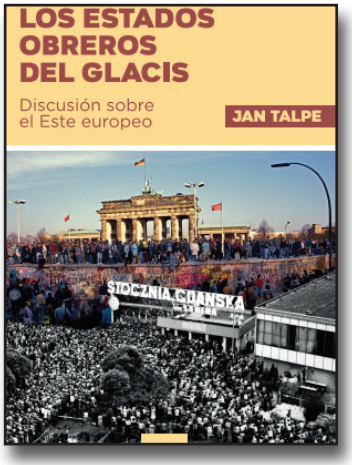
Sur les mouvements de grève

« *Dans mes 2 écoles, on a entendu parler de la grève, on suivait les infos au début, puis on a lâché. On a fait 1 jour ou 2 de grève, dans une de mes écoles, justement de type 3 - où les difficultés sont plus importantes et où le personnel est plus concerné. Mais en voyant que nous n'étions pas entendus, on a craqué. Et pas seulement par le gouvernement. Par les médias, par les parents aussi. C'est très dur moralement, d'entendre ce qui se dit. On préfère travailler avec les enfants, sur nos projets.*

Nous recevons les infos du syndicat, mais les délégués ne font pas trop passer. Ils redirigent simplement par email. Pour certains, il y a un problème avec l'informatique, c'est compliqué, on reçoit des captures d'écran. Comment faire quand il y a des liens dans les messages, etc. Ce n'est pas pratique, mais on fait avec. Il n'y a en tout cas aucune communication entre les écoles, on ne sait pas ce qui se passe dans les écoles autour de nous. On voit bien en passant si certaines sont en grève mais ça s'arrête là. Pourtant c'est un petit monde, l'enseignement, mais les infos circulent peu d'une école à l'autre.

AUTRES OUVRAGES DE THÉORIE DISPONIBLES SUR DEMANDE :

TRADUCTION EN FRANÇAIS DU LIVRE « LES ÉTATS OUVRIERS DU GLACIS » DE JAN TALPE



Il y a près de 40 ans, le 9 novembre 1989 à 18h57, le peuple allemand parvenait à obtenir la réunification du pays, à la surprise des grandes puissances européennes de l'époque. A Londres, à Paris, au Kremlin et à Bonn, le capitalisme avait comme perspective la constitution de deux pays distincts. Cette grande victoire contraste avec une Corée toujours divisée, et un Kurdistan morcelé entre ses quatre voisins.

Préface de Jan Talpe :

En 1918, la Pologne fut rétablie sous le nom de Seconde République polonaise, 123 ans après le troisième partage entre les empires voisins. Mais en août 1939, Staline et Hitler décidèrent d'un quatrième partage. Le 1er septembre 1939, Hitler occupa sa partie, à l'ouest du Bug. Un an auparavant, la France et le Royaume-Uni avaient promis leur défense à la Pologne en cas de conflit, mais ils n'envoyèrent pas un seul soldat. Ils se contentèrent de déclarer la guerre à l'envahisseur le 3 septembre. Et le 17, Staline occupa sa partie, à l'est du Bug.

Ainsi débuta la Seconde Guerre mondiale. D'un côté se trouvaient l'Allemagne et l'URSS, et de l'autre, le Royaume-Uni, la France et la Pologne. Pour Trotsky, il n'était pas surprenant que Staline et Hitler soient du même côté. La raison en était qu'*« une révolution triomphante en Allemagne renforcerait considérablement la conscience de classe en URSS et rendrait impossible la poursuite de la tyrannie de Moscou. Le Kremlin préfère le statu quo, avec Hitler comme allié. »*

[...]

Aujourd'hui, l'État ouvrier n'existe plus. Neuf ans avant la guerre,

DEMANDEZ LA BROCHURE, DISPONIBLE AU PRIX DE 12€

SCANNEZ POUR LA PRÉSENTATION DU LIVRE ORIGINAL EN ESPAGNOL

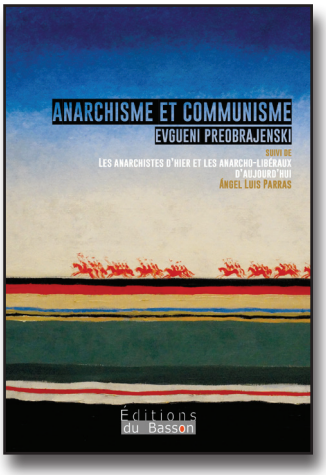
Trotsky savait déjà que cela pouvait arriver et nous avait indiqué la marche à suivre : construire l'Internationale afin de *« bâtir un second État soviétique après l'effondrement du premier »*.

Pour cela, il est nécessaire d'étudier ce qui est arrivé à ces pays ouvriers du glacis.

Pour en savoir plus...

nous recommandons ce livre écrit par un camarade de la LCT, et publié par la LIT-QI sous le titre *« **Los Estados Obreros del Glacis** »* pour l'anniversaire des 30 ans de la chute du mur, le livre retrace de manière systématique l'histoire des pays d'Europe de l'Est entre la fin de la seconde guerre mondiale et la chute du mur, dans la perspective des luttes ouvrières et avec en toile de fond les enjeux géopolitiques et les luttes de pouvoir entre l'impérialisme et l'URSS. La LCT a décidé de traduire ce travail important pour le mettre à la disposition des militants qui souhaitent étudier cette période.

ANARCHISME ET COMMUNISME, UN LIVRE ESSENTIEL !



La LCT a le plaisir de s'associer avec les éditions du Basson pour publier, pour la première fois en français, le livre « Anarchisme et communisme » d'Evgueni Preobrajenski. Le livre est disponible au prix de 15€ (180 pages) et peut être commandé par email à : contact@lct-cwb.be

Cet ouvrage qui couvre une partie de l'histoire de la classe ouvrière russe, est un patrimoine important du mouvement ouvrier et un texte fondamental. **Il offre un éclairage inédit pour la discussion au sein de notre classe sur la manière de mener la lutte, de prendre le pouvoir à la bourgeoisie et de le conserver.** Et cet éclairage n'est pas que théorique, bien que la première partie soit consacrée à la théorie marxiste de l'État. Il est avant tout pratique car, écrit par un acteur de la Révolution d'Octobre, il s'agit de réponses et d'analyses de problèmes concrets qui se posaient alors, à propos d'événements qui font encore parler d'eux aujourd'hui : **le soulèvement de Cronstadt ou la révolte de Makhno par exemple, dans une polémique exhaustive avec la théorie et la pratique anarchiste.** Différents chapitres de la Révolution russe, constituent ainsi la toile de fond de cet ouvrage. Et c'est précisément cela qui en fait une oeuvre passionnante. Nous vous invitons à prendre contact avec nous, que cela soit pour nous aider à diffuser cet ouvrage, en discuter ou organiser un débat sur le sujet.



« CE SONT LES PEUPLES, ET NON LES GÉNÉRAUX, QUI GAGNENT LES GUERRES » : DES ÉTUDIANTS INDÉPENDANTS S'ORGANISENT EN UKRAINE

Priama Diia, qui signifie « Action directe », est un syndicat étudiant indépendant ukrainien et un exemple unique et essentiel de résistance ouvrière à la base. Refondé en février 2023, en pleine guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, le syndicat a délibérément bâti une structure horizontale et anti-bureaucratique pour lutter contre ce qu'il considère comme les syndicats « jaunes », affiliés à l'État, qui dominent les universités. Opérant dans le contexte de la guerre, de la loi martiale et d'un gouvernement qu'il critique pour ses politiques néolibérales et ses tendances autoritaires, Priama Diia affirme que la lutte pour une éducation publique gratuite et de qualité est indissociable de la lutte contre l'impérialisme russe et la politique pro-entreprises de l'État ukrainien.

Leur travail illustre avec force comment s'organiser pour la justice sociale et économique dans un contexte extrême, et le syndicat recherche activement la solidarité internationale. Pour en savoir plus sur leur modèle de terrain, Florence Oppen s'est entretenue avec Dzvinka et Aistra (noms modifiés), militantes de Priama Diia, qui ont expliqué leur fonctionnement et leur organisation sur le terrain.

► Découvrez l'interview complète sur notre site web.

Dans le cadre d'un convoi de solidarité auquel nous participons et qui passera à Bruxelles en novembre, nous relançons une campagne de solidarité : levée de fonds pour des syndicats indépendants, dont Priama Diia. Et pour la libération du militant Denys Matsola.

Ligue Communiste des Travailleurs
Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)
contact@lct-cwb.be / www.lct-cwb.be - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs
Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez le plutôt à un camarade.